

atteintes à l'environnement



bile. Photo LBP/E. B.

Peu de moyens, mais un réseau d'enquêteurs à disposition



Les investigations des gendarmes sont limitées par manque de matériel spécifique, pour déceler une pollution dans l'air par exemple. Photo LBP/E. B.

Ces gendarmes de l'environnement s'intéressent à de plus grosses affaires, telles que les trafics de médicaments et de produits dopants, revendus illégalement à l'étranger à un prix démultiplié après se les avoir fait prescrire en France. Les entreprises sont aussi dans leur ligne de mire : « Certaines sociétés font des rejets dans l'eau ou dans l'air pour éviter de payer des taxes de traitements », précise l'adjudant-chef Adrien Gras. « Par exemple, le fait de rejeter de l'eau chaude est considéré comme une pollution, car la différence de température déséquilibre la biodiversité ».

Leur force repose sur un réseau : « Actuellement, nous sommes 200 gendarmes en France à avoir cette spécificité. L'OCLAESP (Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique, ndlr), office de police judiciaire, dispose d'antennes en région (Metz, Marseille, Rennes, Lyon, La Réunion...) depuis peu, ce qui facilite la mobilité, le renseignement et les investigations de grande envergure. Nous espérons que le fait que le parquet de Dijon soit référent en matière environnementale et que l'intérêt récent et croissant de la gendarmerie pour ce sujet nous permettent d'obtenir plus de moyens à l'avenir. Et peut-être un jour voir la création d'une brigade dédiée seulement à ces enquêtes ».

Il revient sur "l'affaire du caracal" de Longecourt-en-Plaine



L'Office français de la biodiversité et la gendarmerie ont saisi une femelle caracal chez un habitant de Longecourt-en-Plaine en août 2021. Photo archives Gendarmerie nationale

S'il y a une investigation qui a marqué l'adjudant-chef Adrien Gras, c'est bien celle qu'il appelle « l'affaire du caracal », à laquelle il a pleinement participé. C'était à Longecourt-en-Plaine, fin août 2021. « Nous avions eu le renseignement qu'une personne détenait illégalement un lynx du désert, un caracal, dans son jardin. Nous nous sommes renseignés, conjointement avec l'Office français de la biodiversité, afin de vérifier l'information et trouver un site habilité à détenir ces animaux sauvages, dont la détention nécessite une autorisation. Quand nous sommes arrivés sur les lieux et que nous avons vu cette grande cage, nous avons vite compris que ce n'était pas pour y mettre des chats », se souvient le gendarme. « Se retrouver face à un tel animal a été marquant. Ce caracal était habitué à l'homme, il ne semblait pas agressif, mais il y avait une certaine émulation autour de cette opération de saisie qui était vecteur de stress pour lui. Il a fallu gérer l'animal, mais aussi les riverains. Ensuite, nous avons enquêté pour retracer son histoire, avant qu'il n'arrive à Longecourt. Nous avons découvert qu'il avait été acheté en Allemagne avant de transiter entre les mains de plusieurs propriétaires. »

TROIS DÉLITS RÉCURRENTS EN RÉGION DIJONNAISE

- La pêche à l'aimant ou la détection d'objets (archéologiques, métaux...) sur site privé ou public sont interdites sans autorisation préfectorale nominative.
- Brûler le bois lors des affouages, des sarments dans les vignes ou des déchets dans la nature est une infraction.
- L'épandage agricole durant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou la neige est interdit.

Ces délits sont passibles de poursuites judiciaires, exposent l'usager à une amende, un rappel à la loi et à la destruction du matériel utilisé, selon l'appréciation du tribunal.



L'épandage agricole durant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou la neige est, par exemple, interdit. Photo d'illustration LBP/E. B.

La brigade de gendarmerie de Genlis au cœur d'un reportage télévisé



Des journalistes ont suivi les gendarmes dans certaines de leurs opérations. Photo d'illustration LBP/E. B.

Une équipe de journalistes de la chaîne télévisée RMC a suivi, durant un an, le quotidien de gendarmes en région dijonnaise dans le cadre du tournage d'une émission long format dédiée aux faits divers. La brigade territoriale de Genlis a accueilli à plusieurs reprises ces reporters afin d'évoquer leur métier. Ils ont également suivi les gendarmes dans certaines de leurs opérations. En cours de préparation, l'émission sera diffusée en 2022 ou 2023 sur la chaîne RMC Story.